

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 16 mai 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAC Ottmarsheim

10 RUE LAVOISIER
BP 1207
68000 Colmar

Références : 0006700481_2025_05_13_CAC_Ottmarsheim_VIIC_AN25_Points_chauds
Code AIOT : 0006700481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement CAC Ottmarsheim implanté RD 52 PORT RHENAN 68490 Ottmarsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite prend place dans le contexte de l'action nationale 2025 "Travaux par points chauds", qui vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important (notamment les silos à céréales). La visite porte notamment sur l'identification des zones à risque, les consignes de sécurité et les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux.

Référentiels utilisés:

- Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- Arrêté préfectoral du 12 janvier 2015 portant prescriptions complémentaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAC Ottmarsheim
- RD 52 PORT RHENAN 68490 Ottmarsheim
- Code AIOT : 0006700481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CAC exploite sur son site de Ottmarsheim, un ensemble d'installations composées de silos à céréales, de séchoirs, de stockages d'engrais et de produits phyto-sanitaires.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	2 mois
3	Signalisation à l'entrée des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Travaux par point chaud dans les zones à risque	Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités, notamment:

- **Point de contrôle n° 2** : incomplétude des consignes de sécurité affichées à l'accueil du site (lieu fréquenté par le personnel)
- **Point de contrôle n° 3** : incomplétude de l'affichage de la nature des risques présents et des consignes de sécurité à l'entrée des zones à risque d'incendie ou d'explosion

S'agissant de non-conformités documentaires, sans impact direct sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, qui peuvent être par ailleurs, aisément corrigées, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risque
Prescription contrôlée : " L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...]."
Constats : En amont du contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection, ses plans des zones de dangers dans leurs versions de juillet 2023. Aux dires de l'exploitant, aucune modification du site pouvant engendrer de nouveaux risques d'incendie ou d'explosion n'a été réalisée depuis cette date. Après échanges, l'exploitant a informé l'Inspection que l'identification et la localisation des zones à risque d'incendie ou d'explosion ont été réalisées dans le cadre de l'analyse des risques effectuée lors de l'actualisation de son DRPCE (Dossier Relatif à la Protection Contre les Explosions rendu obligatoire par la directive ATEX 1999/92/CE). L'exploitant a également informé l'Inspection que dans le cadre de l'élaboration de ce document, une réflexion a été menée au-delà du risque d'explosion et que l'ensemble des risques auxquels sont exposés le personnel du site a été analysé et cartographié. Ce document, daté du 25 mars 2025, a également été transmis à l'Inspection. Après analyse des plans fournis, l'Inspection a constaté la délimitation graphique des différentes zones de risque identifiées (incendie et explosion). Au cours de la visite et sur le terrain, l'Inspection a constaté la cohérence des zones visitées avec le plan transmis. Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
Prescription contrôlée : "[...] L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...] Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin [...] l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; [...]"

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin, l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63.
[...]"

Constats :

En amont de la visite, l'exploitant a transmis à l'Inspection, ses consignes d'exploitation et de sécurité, à savoir :

- « Consignes de nettoyage » (version d'octobre 2020),
- « Mener un séchoir en toute sécurité » (version d'août 2019),
- « Consignes de sécurité communes à l'ensemble des sites du groupe » (version du 29 novembre 2024).

A l'analyse des consignes de sécurité communes à l'ensemble des site du groupe et destinées aux intervenants tant externes qu'internes, l'Inspection constate que celles-ci mentionnent l'obligation de réaliser un permis-feu. Ce permis feu fait office de permis d'intervention cité à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

Par ailleurs, l'Inspection constate que le document « Consignes de sécurité communes à l'ensemble des sites du groupe », mentionne :

- l'interdiction de fumer sur l'ensemble du site, notamment dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un plan de prévention et d'un permis feu.

Ces derniers éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

L'exploitant a informé l'Inspection, que le lieu retenu pour l'affichage des consignes applicables au sein de son installation est le bureau d'accueil du silo, lieu de passage fréquenté par le personnel et les intervenants extérieurs.

Au cours de la visite de ce local, l'Inspection a constaté l'affichage des consignes d'exploitation, de l'interdiction de fumer et de l'obligation d'établir un permis de feu en zone à risque d'incendie ou d'explosion, mais l'absence d'affichage de l'interdiction d'amener du feu sous forme quelconque ainsi que des consignes de sécurité communes à l'ensemble des sites du groupe.

Au regard de l'absence d'affichage de l'ensemble des consignes de sécurité dans un lieu fréquenté par le personnel, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant d'afficher dans un lieu fréquenté par le personnel, l'ensemble des consignes de sécurité à respecter sur son installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Signalisation à l'entrée des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Signalisation à l'entrée des zones à risque
Prescription contrôlée : " [...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...]."
Constats : <p>Au cours de la visite sur site, l'Inspection a contrôlé par échantillonnage, le respect des affichages et signalisation visés par la prescription, à l'entrée de certaines zones à risque d'explosion ou d'incendie.</p> <p>A ce titre, l'Inspection a vérifié par échantillonnage les entrées des zones à risque suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Accès sud au bâtiment réception/expédition (risque incendie) et les abords de la balance dédiée aux expéditions (risque explosion) située dans le même bâtiment ;• Les abords des fosses de réception (risque incendie) ;• Les 2 portes d'accès au silo 4 (risque incendie) ;• L'accès au ciel (passerelle surplombant le stockage) du silo 5 (risques incendie et explosion) ;• Les entrées du séchoir n° 6 (risque incendie). <p>Au cours de la visite, l'Inspection a constaté l'absence de tout affichage (nature du risque et consignes de sécurité) aux abords des fosses de réception.</p> <p>Concernant plus spécifiquement l'affichage de la nature exacte des risques, il a été constaté l'absence d'information sur la nature du risque d'explosion à l'entrée du ciel du silo 5.</p> <p>En ce qui concerne l'affichage des consignes à respecter, considérant que les zones à risque d'explosion contrôlées sont situées à l'intérieur des zones à risque incendie et qu'au regard des consignes à observer définies par l'exploitant (cf. point de contrôle n° 2), celles-ci sont identiques quel que soit le risque (incendie ou explosion), l'Inspection considère que l'affichage des consignes de sécurité à l'entrée des zones incendie vaut pour les zones ATEX (risque explosion) présentes à l'intérieur de ces zones.</p> <p>Au cours de la visite, l'Inspection a ainsi constaté dans les zones contrôlées (hors abords des fosses), l'affichage de l'interdiction d'apporter une flamme nue et l'obligation d'établir un permis de feu mais également l'absence de la consigne interdisant de fumer.</p> <p>Ainsi, au regard de :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'absence d'information sur la nature du risque incendie et des consignes de sécurité à respecter aux abords des fosses de réception ;• l'absence d'information sur la nature du risque d'explosion à l'entrée du ciel du silo 5 ;• l'absence d'affichage à l'entrée des zones contrôlées, de la consigne interdisant de fumer. <p>l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Travaux par point chaud dans les zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/01/2015, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud dans les zones à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p> <p>Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée : elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.</p> <p>[...]</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu, • la durée de validité, • la nature des dangers, • le type de matériel pouvant être utilisé, • les mesures de prévention à prendre (notamment périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.), • les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte [...] »
<p>Constats :</p> <p>En amont de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les plans de prévention et les permis de feu relatifs aux 2 dernières opérations de maintenance réalisées sur son site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le 26 mars 2025 - Raccourcissement d'une sangle dans le bâtiment principal (opération de tronçonnage et meulage à la disqueuse) ; • le 4 avril 2025 - Mise en place de plaquage au niveau 2 et demi de la tour 4 (opération de soudure à l'arc et de meulage). <p>Au cours de la réunion d'introduction, l'exploitant a informé l'Inspection que des plans de prévention spécifiques sont réalisés à chaque opération de maintenance. Ces plans sont complétés par un permis de feu dans le cas d'opérations pouvant entraîner l'apparition d'étincelles ou de flammes à l'intérieur des zones à risque d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Après analyse des documents transmis, l'Inspection constate que les permis de feu présentés ont été accordés et signés par le responsable du site ou par le responsable maintenance, conformément à la procédure interne présente dans le recueil des procédures sécurité CAC (version A du 29/11/2024) et contre-signés par les opérateurs en charge des travaux.</p> <p>L'Inspection constate également la présence des consignes à tenir avant, pendant et après l'intervention, en page 3 des permis de feu présentés.</p> <p>Concernant la complétude du permis de feu, celui-ci étant systématiquement accompagné d'un plan de prévention, l'Inspection considère qu'au regard de la présente prescription, ces deux</p>

documents sont complémentaires et constate que :

- le plan de prévention fait apparaître les motivations conduisant à la délivrance d'un permis de feu, les risques spécifiques à l'opération ainsi que les mesures de prévention à prendre ;
- le permis de feu précise de son côté, la date et la durée de validité du permis, les moyens de protection et de lutte contre les incendies à mettre en place, les précautions particulières à mettre en place ainsi que le numéro de téléphone de l'accueil ou du responsable sécurité.

Au regard de la prescription contrôlée, l'Inspection constate toutefois que ni le permis de feu, ni le plan de prévention associé ne mentionnent le matériel autorisé lors de l'intervention. Suite à la présente visite, l'exploitant a transmis une nouvelle version de son permis de feu (version F du 13/05/2025 en lieu et place de la version E du 27/11/2024) comportant une nouvelle rubrique « Matériel autorisé ».

Ces éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite